

LE « PARDON ROYAL »

Nous avons donc appris que, conformément à une vieille coutume des rois de France... et de leurs successeurs, De Gaulle a accordé, en don de joyeux avènement, des grâces à de nombreux condamnés algériens.

Tant mieux pour ceux qui en bénéficieront peu ou prou. Mais de là à voir une nouvelle politique et une solution à la question algérienne, il y a une grande distance. Il n'y a pas de doute que De Gaulle tente d'utiliser ce « pardon royal » pour manœuvrer une fois encore la Résistance algérienne. Il suffit de voir celles de ces mesures qui sont le plus spectaculaires. D'une part, Messali Hadj est mis en liberté totale; hélas! il a montré, notamment dans la dernière période, depuis l'affaire de Bellounis, que son hostilité envers le F. L. N. le portait très loin. Comme une déclaration que nous publions par ailleurs le montre, il a perdu presque toute organisation et toute audience chez les Algériens. Il sera désormais encore plus « libre » de faire des déclarations, que reproduiront les journaux bourgeois, sur les « pas en avant » de De Gaulle.

Par contre, Ben Bella et les autres détenus de la Santé seront tout simplement transférés dans une enceinte fortifiée, c'est-à-dire qu'ils ne feront que changer de prison, en attendant peut-être que les révolutionnaires algériens répondent à la seule solution envisagée par De Gaulle: hisser le drapeau blanc de la reddition, ce qu'ils ne sont pas du tout disposés à faire.

On annonce des mesures de grâce, mais nous ne voyons pas que l'on ait fait la moindre lumière sur l'affaire Audin, que « la question » d'Alleg ait eu d'autre suite que des chicanes à la victime ou à sa femme.

Enfin, les procès se poursuivent. Et précisément

en ce moment même, devant le Tribunal militaire d'Alger, sont jugés 40 militants syndicalistes dont le seul crime est d'avoir occupé des fonctions responsables dans l'Union Générale des Travailleurs Algériens (U. G. T. A.). Ce mouvement syndical s'était constitué légalement en février 1956, il voulait — à l'instar de ce qui existe par exemple en Afrique noire — organiser les travailleurs algériens dans une organisation à eux, ne dépendant pas des centrales syndicales « françaises ». Une telle attitude était certes significative des sentiments d'indépendance de leur pays qui les animait. Et d'ailleurs l'U. G. T. A. ne cachait pas qu'elle partageait ces sentiments du peuple algérien.

Cette organisation connut dès sa naissance des tracasseries, puis la répression et enfin la mise hors la loi.

Au moment où nous écrivons cette note, nous n'avons eu encore aucune connaissance d'une intervention d'une seule Centrale syndicale française contre le procès où comparaissent ces 40 militants syndicaux.

De même, le « pardon royal » n'a pas été jusqu'à permettre aux travailleurs algériens vivant en France de pouvoir s'organiser pour défendre leurs intérêts spécifiques: l'Amicale Générale des Travailleurs Algériens reste dissoute.

Il est donc essentiel que les travailleurs français ne se laissent pas bernier par quelques mesures qui ne coûtent pas cher à l'impérialisme français, mais grâce auxquelles il veut faire figure de générosité, et il est urgent que soit mise à l'ordre du jour dans les grandes organisations ouvrières la question d'une aide sérieuse aux travailleurs algériens, qu'ils soient en Algérie ou en France, qu'ils soient enfermés ou qu'ils soient « libres ».

LA CRISE MAROCAINE

Dans leur détail, les événements qui constituent la crise marocaine sont fort complexes, la confusion semble très grande, mais le sens général des développements ne présente aucune ambiguïté.

Avec l'obtention de l'indépendance, le roi avait été contraint de prendre quelques mesures spectaculaires contre des féodaux trop compromis par leur collaboration ouverte avec l'impérialisme français. Mais, socialement, il n'avait guère porté atteinte à des forces féodales, notamment dans des régions comme le Rif. D'autre part, si l'Istiqlal, parti bourgeois, voit dans le roi une force de stabilisation politique, il n'en existe pas moins des masses laborieuses pour lesquelles l'indépendance impliquait un changement social. Le porte-parole le plus avancé de ces tendances est constitué par l'U.T.M., la centrale syndicale, qui exerce une influence appréciable sur l'aile gauche de l'Istiqlal.

Les difficultés économiques grandissantes ont exacerbé les contradictions. De sorte que presque au même moment, la gauche de l'Istiqlal tirait plus à gauche, tandis que les éléments féodaux, encouragés par les représentants de l'impérialisme français, s'efforçaient d'obtenir un coup de barre à droite.

D'où la longue crise ministérielle d'une part et la tentative de soulèvement dans le Rif d'autre part. A ce dernier sujet, il est vraisemblable que ceux qui voulaient entraîner des tribus dans une action ont utilisé à cet effet des arguments divers, des griefs légitimes et même la sympathie de ces masses pour les Algériens. Mais il ressort clairement de l'échec de ce mouvement que les tribus, si arriérées qu'elles puissent être, ont su voir, derrière les arguments qui leur étaient présentés, les objectifs réels des initiateurs et qu'elles n'ont pas suivi ceux-ci.

Quant au roi du Maroc, il a fini par charger un leader de la gauche de l'Istiqlal de former le

nouveau gouvernement. Cette gauche étant très modérée, il ne peut y avoir de doute que le roi du Maroc a surtout pour objectif de faire se compromettre cette gauche par l'exercice du pouvoir.

En fait, nous n'assistons là qu'à l'achèvement d'un processus non complété à la Libération, c'est-à-dire à la défaite des féodaux dans leurs derniers retranchements. Mais ce n'est qu'un moment vers des développements beaucoup plus importants. La pression des masses s'exerce jusque sur la bourgeoisie marocaine et celle-ci veut bien l'utiliser à son profit. Mais que va-t-il se passer demain, quand les masses seront plus exigeantes encore? Alors la crise trouvera son expression dans l'Istiqlal, alors l'U.T.M. sera amenée à aller plus loin. Et il sera de plus en plus difficile au roi de jouer son jeu au-dessus de la société marocaine.

Il n'y a aucune solution pour le Maroc sous la forme d'un régime bourgeois stable, avec le roi ou sans lui. La révolution algérienne apporte une contribution importante dans le développement de la crise au Maroc et aussi en Tunisie (Bourguiba a estimé nécessaire de rappeler Masmoudi au Bureau politique du Néo-Destour à la veille du Congrès de celui-ci).

De Casablanca à Tunis, à travers un processus assez lent, qui a été douloureux dans le passé pour le Maroc et la Tunisie, et qui le redeviendra, et sous l'impulsion de la révolution algérienne, c'est vers un Maghreb uni dirigé par les ouvriers et les paysans que marche inexorablement l'histoire.

Le prochain Numéro de

« La Vérité des Travailleurs »

le 15 Février 1959

D'ex-membres du M. N. A. expliquent la fin de cette organisation

La presse a discrètement mentionné dernièrement le passage au F.L.N. d'un membre du Bureau politique du M.N.A. Plus précisément sur ce point, une déclaration faite pour un groupe de responsables du M.N.A. par Nesba, membre du Bureau politique du M.N.A., a été publiée notamment à Tunis et Rabat le 23 décembre, dans laquelle on peut lire entre autres les passages suivants qui éclairent la décomposition politique du M.N.A.:

...Longtemps nous avons cru que notre mouvement œuvrait parallèlement au F.L.N. à l'indépendance de l'Algérie. Bien qu'ayant assez tôt pris conscience de la suprématie du F.L.N. sur le plan de la lutte anticolonialiste, il nous semblait toutefois que le M.N.A. apportait lui aussi sa contribution au combat...

...Le doute apparut au sein du bureau politique du M.N.A. avec l'affaire Bellounis...

...Messali refusa de condamner Bellounis, arguant du fait qu'il ne connaissait pas la teneur véritable des accords Lacoste-Bellounis. Certains membres du bureau proposèrent l'envoi en Algérie d'un émissaire auprès de Bellounis, qui ferait à son retour, un rapport précis sur la situation.

...Finalement, le bureau politique comprit que le gouvernement français ne voulait pas de ce contact avec Bellounis.

La trahison de ce dernier ayant entre temps apparue manifestement, Messali refusa encore de condamner celui qu'il faisait passer pour son lieutenant en Algérie. L'opposition s'est alors nettement cristallisée au sein du Bureau.

...La création du gouvernement provisoire de la République Algérienne au Caire, en mettant le bureau politique dans l'embarras, finit par éclairer les moins perspicaces.

Nous demandons que le M.N.A. se prononce pour ou contre ce gouvernement.

La Direction refuse de prendre parti ouvertement, disant que la création du G.P.R.A. est au fond une bonne chose, et ne peut qu'aider à l'indépendance en provoquant une solidarité plus effective des pays qui allaient la reconnaître. Une hostilité ouverte du M.N.A. risquait de discréditer notre mouvement tant en Algérie que dans les pays afro-asiatiques. Nous demandons alors quelle est, après le 20 septembre 58 notre raison d'exister en tant que mouvement séparé et en fait hostile au G.P.R.A.

L'opposition devient dès lors plus manifeste. Les opposants mettent le bureau devant l'obligation de condamner le discours de Constantine. Par les atermoiements de la Direction, aucune condamnation formelle n'est intervenue. Messali préfère se réfugier derrière une déclaration tiède et équivoque...

...Devant cette faillite complète de l'action du M.N.A., en présence d'une opposition nettement caractérisée de certains responsables, Messali prit la décision de dissoudre le Bureau Politique et de confier les pleins pouvoirs à Bensid.

Telle est aujourd'hui la situation du M.N.A. sur le plan organique.

D'autres précisions nous parvinrent, qui finirent par nous convaincre que les contacts entre les gouvernements français successifs et les représentants de Messali n'avaient qu'un seul but: manœuvrer le M.N.A. pour le dresser contre le F.L.N...

...Instruits par notre tragique expérience, nous nous devons de dénoncer la mystification messaliste, la collusion du M.N.A. avec les gouvernements français. C'est là le devoir de tout patriote algérien.

Ce faisant, nous avons la conviction, non de trahir ceux qui furent nos compagnons, mais de contribuer alors que nous le pouvons encore, au renforcement de la révolution qui débarrassera à jamais notre pays du régime colonial...